L'AMBASSADEUR D'ALGÉRIE EN FRANCE

Débat avec une communauté algérienne profondément changée

Le dîner-débat organisé jeudi par M. Missoum Sbih, l'ambassadeur d'Algérie en France, et auquel étaient conviés des intellectuels, universitaires, chercheurs et cadres de la communauté algérienne, a été essentiellement dominé par un débat qui a duré près de trois heures et qui a permis à de très nombreux participants de donner leurs points de vue non seulement sur le rôle de l'élite algérienne résidant en France dans le développement économique de l'Algérie, mais aussi sur les attentes, très nombreuses, de cette élite qui revendique, depuis des lustres, plus d'intérêt et de considération du pouvoir algérien, pour lui permettre précisément de se considérer réellement comme acteur et comme algérien à part entière, même s'ils sont binationaux.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Quelque chose a décidément changé dans le ton et la nature des interpellations des autorités algériennes. Le temps de l'amicale semble définitivement révolu. La communauté algérienne n'accepte plus «les leçons assénées» et les cadres fixés par le haut. Elle n'accepte pas, non plus, les applaudissements pour glorifier les chefs. A une participante, une seule (présidente de l'Union française des femmes musulmanes et soutien inconditionnel de Sarkozy) qui s'est risquée à appeler à un troisième mandat du «frère Bouteflika», aucun applaudissement et les participants sont passés à autre chose, ignorant superbement les «chauffeuses» professionnelles de bendir.

Si la visite d'Etat de Sarkozy en Algérie a été conclue par la signature d'un grand accord de partenariat portant sur de nombreux aspects et notamment la coopération militaire, nucléaire, universitaire, scientifique et culturelle, il reste un domaine sur lequel travaille la partie algérienne : la dimension humaine des rapports avec la France «qui détermine symboliquement le caractère spécifique et exceptionnel des relations algéro-françaises» et qui devra constituer dorénavant le «levier de notre coopération». C'est, globalement, le message lancé par M. Missoum Sbih, dans son intervention introductive au débat. La communauté algérienne en France a «une capacité d'influence considérable», a souligné l'ambassadeur qui demandera à l'élite de s'organiser pour être en situation «d'accompagner le processus engagé de refondation et de restructuration des relations algéro-françaises». Si le gouvernement algérien accorde une grande importance à la dimension humaine des rapports franco-algériens, note l'ambassadeur, le long périple (3 ans) qui l'a mené dans tout le territoire français et qui lui a fait rencontrer les représentants de la communauté des 18 circonscriptions consulaires, les autorités françaises locales, et permis de visiter universités et hôpitaux lui a donné à noter «que la dimension humaine trouvait une résonance particulière» auprès de tous ses interlocuteurs.

Photo : DR

M. Missoum Sbih, ambassadeur d'Algérie en France.

Et quel contenu donne l'ambassadeur à la notion de «dimension humaine dans les relations franco-algériennes ? A cette interrogation, M. Missoum Sbih répond que cette dimension humaine ne peut être traitée à travers le prisme réducteur des accords dits de gestion concertée des flux migratoires. «L'approche que nous avons de cette importante et délicate question relève d'une autre conception fondée sur la nature de nos rapports, l'importance historique de la communauté algérienne en France, l'intensité de notre coopération multidimensionnelle et la densité et la richesse de nos relations humaines».

Une réponse explicite à la nouvelle politique d'immigration de Sarkozy qui a amené certains pays du Sud à signer des accords de gestion dite «concertée» et que l'Algérie considère toujours, à juste titre, comme ne la concernant pas. La première intervention dans le débat est venue de l'avocat Hafiz, et comme il fallait s'y attendre, il interpella les autorités algériennes, notamment la diplomatie algérienne, sur son silence sur l'affaire du diplomate Mohamed Ziane Hasseni, qui reste à ce jour, soumis à la justice française alors que tous les faits le disculperaient. L'ambassadeur, comme l'ont eu à le faire certains diplomates algériens en France auprès de certains journaux, a successivement rappelé toutes les démarches que ses services et lui-même ont entreprises dès l'interpellation du diplomate à Marseille «auprès des autorités françaises, même les plus élevées», mais que ces démarches se seraient heurtées «au principe sacro-saint de l'indépendance de la justice». L'ambassadeur conclura qu'il a grand espoir de voir cette affaire réglée très prochainement.

Une série d'autres interventions ont dénoncé les dernières mesures incompréhensibles prises dans le cadre de la loi de finances complémentaire et relatives au déménagement des résidents (voir *Soir d'Algérie* du 13 janvier).

L'exigence de remise des cartes de séjour pour ces déménagements a fortement mobilisé la communauté, qui, selon Chafia Matelechta, responsable du réseau des Franco-Algériens, sont 17 000 à avoir signé, en 48 heures, la mention qui circule actuellement et qui demande de revenir sur ces mesures, comme a eu d'ailleurs à le demander Rafik Hassani, député RCD de l'immigration, dans un communiqué publié dès l'adoption de ces nouvelles mesures. Alors que l'on s'attendait à des explications ou tout au moins à ce que l'ambassadeur promette qu'il répercuterait les inquiétudes exprimées, il a eu ces malheureuses réponses consistant à dire qu'il ne s'agit pas d'un problème qui relève de sa compétence mais de celle des services consulaires, et comble de l'ironie, «qu'il fallait élever le débat». Ces réponses inattendues ont quelque peu déconcerté certains participants qui pensaient que le rôle du premier diplomate était aussi de s'inquiéter des difficultés et obstacles qui pouvaient rendre la vie dure à la communauté.

Dans une remarquable intervention, Mohamed Arkoun, philosophe et historien de l'Islam, en réponse au souhait de l'ambassadeur de voir l'élite algérienne contribuer à faire avancer les relations entre les deux pays, a largement développé deux propositions concrètes : la création d'une structure mixte d'enseignement du fait religieux qui utiliserait les compétences mixtes algériennes et françaises.

L'Islam, a dit ce spécialiste, est devenu une idéologie de combat et c'est comme cela que meurt une religion. Par la création d'une telle structure, par la fomation de médiateurs qu'elle permettrait, nous pourrions construire ensemble la base d'une pensée critique, d'une pensée scientifique qui viendrait combler l'ignorance et la méconnaissance de cette religion. L'autre proposition de Arkoun consiste en l'ouverture d'une structure où s'ouvrirait un véritable chantier sur la question coloniale qui empoisonne aujourd'hui les relations entre les deux pays. L'implication d'historiens algériens et français, là aussi, permettrait de dépasser les obstacles qui bloquent ces relations et les minent. L'ambassadeur, qui s'est montré interessé par les deux suggestions, a demandé à M. Arkoun un dossier-projet «qu'il ne manquera pas, a-t-il dit, de transmettre à Alger».

Notons, enfin, la présence parmi l'assistance de très nombreuses personnalités, dont : Yazid Sebagh, nouveau responsable diversité dans le gouvernement français ; Bariza Khiari, sénatrice PS ; Dalil Boubekeur, recteur de la Mosquée de Paris ; l'écrivain Malek Chebel, Benchikh…

Par ailleurs, si les députés de la coalition gouvernementale ont pris part à la rencontre, celui du RCD, Rafik Hassani, s'est abstenu et nous a fait parvenir la copie d'une lettre adressée à l'ambassadeur intitulée «Clientélisme électoral, des petits-fours au goût amer» et dans laquelle il explique notamment «qu'en menant cette opération 4 étoiles VIA SON AMBASSADEUR à Paris, le pouvoir espère que les Algériens soient touchés par le syndrome de Stockholm, comportement qui résulte d'un traumatisme tel que la victime épouse les causes de son persécuteur. Un tel scénario n'est pas réaliste, car les Algériens sont vaccinés».

K. B.-A.

LE DG DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE À BOUIRA

Plus de prisons pour améliorer les conditions carcérales

Le directeur général de l'administration pénitentiaire, Lakhdar Felioune, a effectué, mardi dernier, une visite d'inspection qui l'a conduit dans plusieurs communes de la wilaya de Bouira.

Lors de cette visite, l'hôte de Bouira a installé au niveau de l'Ecole de l'administration pénitentiaire de Sour-El-Ghozlane le nouveau directeur, en la personne de Belhamari Abdelhak, qui était, auparavant, directeur du pénitencier de Tazoult, à Batna.

Lors de cette installation, le DG a insisté sur les nouvelles méthodes pédagogiques de formation des futurs officiers, sous-officiers et autres agents d'administration et de rééducation, des méthodes qui doivent être en adéquation avec les nouvelles orientations du ministre de la Justice et garde des Sceaux, qui insiste sur l'humanisation des prisons. Au niveau de cette école, des travaux d'aménagement et d'extension sont en cours. Le DG de l'administration pénitentiaire, qui était accompagné du wali de Bouira, Bouguerra Ali, a eu à visiter les différents chantiers engagés au niveau de cette école qui est appelée à recevoir, dès avril prochain, un nombre assez important d'étudiants et de stagiaires. Les deux responsables ont insisté sur les délais de réalisation mais aussi et surtout sur la nécessité de réaliser les travaux de VRD et les aménagements avant le mois d'avril prochain afin que les étudiants suivent leur formation dans de bonnes conditions. Pour les autres projets comme l'amphithéâtre ou encore le terrain de tirs, ils devront être achevés dans des délais allant de 10 à 12 mois.

Rappelons que l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire de Sour-El-Ghozlane a été créée en 1991 par décret exécutif n° 91/223 du 14 juillet 1991. Depuis, et avec ses deux annexes de Ksar Chellala et M'sila, plus de 13 000 officiers, sous-officiers et agents d'administration et de rééducation y ont été formés. Toujours au sujet de l'humanisation des prisons, tout le monde reconnaît qu'elles sont surchargées et parfois même vétustes, datant pour la plupart de l'ère coloniale. Le DG de l'administration pénitentiaire a visité les deux projets lancés au niveau de la wilaya et consistant en la réalisation de deux autres pénitenciers, l'un à Sour-El-Ghozlane sur une superficie de 8 ha et d'une capacité de 300 lits, et l'autre au niveau du village Saïd-Abid, à quelques kilomètres à l'ouest de la commune de Bouira, bâti sur 10 ha et ayant une capacité de 500 lits. M. Felioune a insisté sur les délais de livraison de ces deux structures qui viendront, à coup sûr, améliorer les conditions carcérales.

Signalons que M. Felioune a également visité certains projets relevant du secteur de la justice comme celui de la réalisation d'un nouveau tribunal à Lakhdaria, une nouvelle cour de justice à Bouira alors qu'il s'est rendu au nouveau siège du tribunal de Sour-El-Ghozlane.

Y. Y.

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Azizi et Bacha ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

AZIZI ABDELHAMID

professeur en chirurgie orthopédique - HCA - ANP.

L'enterrement a eu lieu le 16/01/2009 à Garidi.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Communiqué de Nedjma

Alger, le 15 janvier 2009 : la foire commerciale de Nedjma continue de parcourir l'Algérie et s'installe pour une durée d'une semaine successivement à M'sila et Béchar. En effet, après avoir sillonné de nombreuses villes d'Algérie afin de rencontrer ses clients et leur présenter les meilleurs produits et services de téléphonie mobile, Nedjma a établi son stand à M'sila avant de s'installer à Béchar. Ainsi, Nedjma a donné rendez-vous aux habitants de M'sila du 10 au 16 janvier 2009 au niveau des ex-Galeries algériennes, rue colonel Amirouche et à ceux de la wilaya de Béchar du 17 au 23 janvier 2009 au niveau des ex-Galeries algériennes, place de la République.

Dans les deux villes, la foire est ouverte tous les jours de 10h à 19h. Une fermeture entre 12h et 15h est prévue uniquement le vendredi pour permettre aux clients d'accomplir leur prière. Accueil, démonstrations, orientation et animation seront au rendez-vous lors de cette manifestation. En outre, Nedjma organise tout au long de cette foire des quiz quotidiens pour permettre aux participants de gagner des cadeaux. En plus, une super-tombola est prévue le dernier jour de la manifestation, à travers laquelle Nedjma proposera aux clients de chacune des deux villes de gagner 1 LCD 32 pouces, 1 climatiseur ainsi que 2 VTT.